

Chasse aux homos au Zimbabwe

Quand il ne déclare pas la chasse aux blancs, le président Mugabe encourage la chasse aux homosexuels. Grâce à une conférence organisée par Amnesty internationale, Tsi-Tsi Tiripano est venue témoigner des violences homophobes subies dans son pays...

L'actualité récente du Zimbabwe a mis en lumière l'humanisme et le profond attachement à la démocratie du président Mugabe, lequel n'a pas hésité à lancer des appels à la guerre civile et au meurtre afin de venir à bout de ses opposants et détourner l'attention de ses échecs. Cependant il est faux de croire que la haine soit devenue si récemment son fonds de commerce. Les gais et lesbiennes sont depuis longtemps un bouc-émissaire privilégié de ses discours, et Tsi-Tsi Tiripano (pseudonyme) a pu en témoigner lors d'une conférence donnée devant les militants de la section Homosexualités et droits humains d'Amnesty International le 25 mars dernier. Elle a pu raconter la violence quotidienne à laquelle devait faire face son association, le GALZ (Gays and Lesbians in Zimbabwe) et les gais et lesbiennes de son pays.

Désenvoûtées, battues et violées

La situation initiale n'est pas reluisante: non seulement l'influence des religions est très forte, mais il faut aussi compter avec l'hostilité traditionnelle d'une société où les filles doivent être mariées à 15 ans et où l'homosexualité est considérée comme "une maladie de blancs". Si jamais une famille découvre l'homosexualité d'une de ses filles, elle est battue et expulsée de chez elle. Quand la famille a eu le temps de réfléchir, elle est envoyée chez un désenvoûteur pour la "soigner". Le plus souvent, elle est violée par un membre de la famille. Les rares qui ont le courage de militer affrontent cette peur, cette violence physique, mais aussi un mur de silence sur l'histoire de l'homosexualité: on se raccroche à l'histoire de cette princesse lesbienne dans les années 1840, violée par un parent et qui s'est suicidée. On se raccroche à ce simple mot, "ngotchani", homo, qui ne vient pas des langues étrangères et qui prouve que ça a bien existé par le passé.



Tsi-Tsi Tiripano

Mais tout cela, toute cette violence, ne suffit pas à Mugabe, qui a combien il était facile d'accuser les homos de tous les maux. Ainsi a-t-il déclaré au Guardian qu'il trouvait "scandaleux et répugnant pour la conscience humaine" que l'on puisse défendre "des organisations aussi repoussantes que celles des homosexuels"; le président dit refuser l'idée d'accorder des droits à "l'Association de sodomites et d'invertis" par crainte de devoir en accorder "aux toxicomanes associés ou à ceux qui s'adonnent à la bestialité". Sur le terrain, l'homosexualité étant illégale au Zimbabwe, il a fait poursuivre Keith Goddard, président du GALZ. Plus sadique encore, il n'a pas jugé utile que la police protège un stand de l'association lorsqu'il a été saccagé et incendié par la foule au salon du Livre de 1996. "Les homosexuels n'ont droit à aucune aide" en cas d'agression, selon les autorités... Tsi-Tsi Tiripano a été menacée de mort, et des photos d'elle dans la presse le lendemain lui ont valu discrimination et harcèlement. Comme pour K. Goddard, c'est l'action d'Amnesty International qui a permis de faire reculer le pouvoir, mais pas au point de faire cesser cette haine homophobe.

Poussée homophobe en Afrique

Mugabe n'est pas le seul président africain pour qui les homos sont "pires que les chiens et les porcs". Celui du Kenya a

tenu des propos similaires. Museveni, en Ouganda, fait la chasse aux gais et aux lesbiennes. Et la Zambie vient de pénaliser les rapports entre personne de même sexe. Toute la région est prise d'une poussée homophobe. Les associations ont besoin d'aide, ne serait-ce que pour les préservatifs, hors de prix. Mais elles grandissent tout de même et se démocratisent: seule noire au GALZ à son arrivée, Tiripano revendique fièrement les 320 membres noirs actuels de son association. La visibilité est toujours dangereuse, la situation dans cette partie de l'Afrique est de plus en plus inquiétante, mais les mouvements s'organisent, et il faudra rester vigilants pour leur survie.

Flora Bolter

Amnesty International a une commission qui s'occupe des discriminations et des persécutions en raison de l'orientation sexuelle: "homosexualités et droits humains". Même si la politique de l'organisation reste de ne pas prendre positions dans des cas qui concernent le pays où est implantée son antenne, vous pouvez les contacter au **01 53 38 65 65**. Permanences le mercredi de 14h à 18h.
e-mail: comhomo@amnesty.asso.fr